



PRÉFET DE LA MARNE

Direction départementale des territoires

S.E.E.P.R.

Cellule ICPE – Déchets - Énergie

CJ

Installations classées

n° 2011 APC 112 IC

**Arrêté préfectoral complémentaire
prescrivant des investigations sur son site
sis 133 rue Léon Faucher à Reims**

**société HENKEL FRANCE
à REIMS**

**le préfet
de la région Champagne-Ardenne
préfet du département de la Marne
chevalier de la légion d'honneur,
officier de l'ordre national du mérite**

VU :

- le code de l'environnement, titre 1^{er} du livre V, relatif aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- la circulaire du 8 février 2007 relative à la prévention de la pollution des sols pollués - Modalités de gestion et de réaménagement des sites pollués,
- l'arrêté préfectoral n° 2004.A.180 du 18 octobre 2004, autorisant l'exploitation des installations classées dans l'établissement Henkel France situé 133, rue Léon Faucher à Reims,
- l'arrêté préfectoral complémentaire du 3 mars 2009 prescrivant la réalisation d'études complémentaires et la surveillance des eaux souterraines,
- le mémoire de cessation d'activité déposé le 29 novembre 2005, complété les 13 décembre 2006, 23 mai 2007, 20 décembre 2007, 26 mars 2008 et 25 et 26 novembre 2008,
- le plan de gestion de la parcelle SARLINO du 27 avril 2009,
- le rapport d'expertise hydrogéologique d'août 2009,
- le plan de gestion du 18 septembre 2009 et le dossier complémentaire de janvier 2011,
- le diagnostic complémentaire de juillet 2010,

- le rapport de l'inspection des installations classées du 21 juin 2011,
- l'avis favorable du CODERST en date du 7 juillet 2011,
- la lettre recommandée adressée à l'exploitant le 23 juin 2011 pour lui notifier le projet d'arrêté de prescriptions complémentaires et l'inviter à formuler des remarques éventuelles dans un délai de 15 jours ;
- l'absence de réponse du demandeur au courrier précité dans le délai de 15 jours est considéré comme un accord tacite.

CONSIDERANT :

- que le rapport d'expertise hydrogéologique fait état de l'impossibilité de déterminer l'extension de la pollution hors du site et propose l'implantation de deux nouveaux piézomètre,
- que le plan de gestion de la parcelle SARLINO fait état d'un ancien puits industriel pouvant être à l'origine d'une contamination sous-jacente située vers -17m.
- que le mémoire de cessation d'activité préconisait de reboucher ce puits dans les règles de l'art,
- que lors de la visite d'inspection du 3 décembre 2008, postérieure aux travaux de décaissement / remblaiement de la parcelle SARLINO, le puits n'a pas été retrouvé,
- que le diagnostic complémentaire réalisé sur le site en mai 2010 a permis d'identifier une source sol en détergents anioniques associée à des alkylbenzènes au niveau des sondages T7, T71 et T72,
- que ce même diagnostic a permis de constater une pollution aux hydrocarbures en T11 sans que son étendue ne soit définie ni que des propositions soient faites sur la gestion à en avoir,
- que le rapport de juillet 2010 conclut que le panache de pollution en hydrocarbures et en détergents anioniques sort du site,
- que le rapport de juillet 2010 précise que le traitement de la phase flottante en hydrocarbures pourrait être nécessaire à la réduction des concentrations en aval,
- que l'exploitant a proposé de traiter les terres polluées aux hydrocarbures et aux détergents anioniques,

Sur proposition de Monsieur le Directeur régional de l'environnement de l'aménagement et du logement Champagne Ardenne,

ARRETE

Article 1 :

La société Henkel France dont le siège social est situé 161, rue de Solly, 92642 Boulogne-Billancourt est tenue de procéder à ses frais, aux investigations prévues par le présent arrêté sur son site situé, au 133, rue Léon Faucher à Reims.

Article 2 : implantation de 2 nouveaux piézomètres aval

L'exploitant implante sous deux mois deux piézomètres aux emplacements prévus par l'hydrogéologue agréé dans son rapport d'août 2009.

Les piézomètres PZHS1 et PZHS2 devront être rebouchés dans le même délai en respectant les règles de l'art.

Article 3 : surveillance

Le paragraphe relatif à la surveillance des eaux de la nappe de l'article 2 de l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2009-APC-29-IC du 3 mars 2009 est modifié comme suit :

« réalisera sous 6 mois : une surveillance de la nappe sur les paramètres fer, nickel, détergents anioniques, indice hydrocarbure, sulfates et phénols sur les piézomètres PZ1, PZ2, PZ3, PZ4, PZ5, PZ6, PZ7, PZ8, PZ9, PZ10, PZ12, PZ23 et sur les deux piézomètres demandés par l'hydrogéologue agréé dans son rapport d'août 2009.

Le pH, la dureté, la profondeur du prélèvement d'eau, la conductivité ainsi que la température sont également relevés lors de chaque prélèvement.

Les prélèvements dans les eaux souterraines sont effectués selon une fréquence semestrielle. Le niveau de la nappe est déterminé systématiquement.

Les résultats sont transmis à l'inspection des installations classées dans le mois suivant les prélèvements. Ces résultats doivent être accompagnés de l'historique des résultats précédents et des commentaires sur l'évolution de la qualité des eaux souterraines au droit et en aval du site ainsi que, le cas échéant, des propositions de travaux ou de surveillance complémentaire que l'évolution de la pollution rendrait nécessaires. La surveillance de la qualité des eaux souterraines sera poursuivie sur une période minimale de 4 ans. L'exploitant pourra demander la levée de cette surveillance au terme des 4 ans sous réserve de pouvoir démontrer que les résultats de la surveillance sont conformes aux objectifs de qualité attendus et stables sur les deux dernières années au minimum.

Article 4 : Puits parcelle SARLINO

L'exploitant se positionne sous 6 mois sur l'impact potentiel du puits SARLINO sur la qualité des eaux souterraines, au regard des conclusions du dossier de cessation d'activité de 2005.

Article 5 : pollution au droit de T11

L'exploitant, réalise sous 3 mois au moins 2 sondages à l'aplomb de l'ancienne zone de stockage de fioul afin de définir l'étendue de la pollution qui y a été constatée. Le rapport présentant les résultats est joint de conclusions sur les dispositions à prendre en terme de gestion de cette pollution.

Article 6 : objectifs de dépollution de la nappe et du sol

L'exploitant transmet sous 4 mois un rapport présentant les solutions de décontamination des eaux de la nappe et des sols retenues et les objectifs de dépollution attendus pour chacun des paramètres, en tenant compte des usages et sensibilité du milieu.

Article 7 : dépollution de la nappe et du sol

L'exploitant met en place sous 10 mois la dépollution des eaux de la nappe (phase dissoute et surnageant) et des sols, en tenant compte des conclusions des dernières investigations faites au droit de T7, T71, T72 et T11. Ce délai ne prend pas en compte la mise en place d'éventuels pilotes de dépollution.

En cas de rejet d'eaux vers le réseau communal, une autorisation de déversement est demandée au gestionnaire du réseau.

Chaque fin d'année, l'exploitant transmet un rapport présentant des volumes traités, les quantités de polluants extraites et les éventuels incidents survenus.

Article 8 : rapport de fin de travaux

En fin de travaux, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un rapport de fin de travaux présentant au moins :

- l'emplacement et la nature des travaux,
- les volumes traités,
- en cas de besoin les conditions de stockage temporaire,
- en cas de besoin les lieux d'évacuation,
- les résultats d'analyses de sol en fin de travaux et si besoin la nature du remblai.

Article 9 : recours

En application de l'article R. 514-3-1 du code de l'environnement, la présente décision peut être déférée devant le tribunal administratif de Châlons-en-Champagne - 25, rue du Lycée - 51036 Châlons-en-Champagne Cedex :

- par les demandeurs ou exploitants, dans un **délai de deux mois** à compter de la date à laquelle la décision leur a été notifiée ;
- par les tiers, personnes physiques ou morales, les communes intéressées ou leurs groupements, en raison des inconvénients ou des dangers que le fonctionnement de l'installation présente pour les intérêts mentionnés aux articles L. 211-1 et L. 511-1 du code de l'environnement dans un **délai d'un an** à compter de la publication ou de l'affichage de la décision.

Article 10 : droit des tiers

Les droits des tiers sont et demeurent expressément réservés.

article 10 : exécution et diffusion

M. le secrétaire général de la préfecture de la Marne, M. le Directeur départemental des territoires de la Marne, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Champagne Ardenne et M. l'inspecteur des installations classées, sont chargés chacun en ce qui les concerne de l'exécution du présent arrêté, dont une copie sera adressée pour information à M. le Sous Préfet de Reims, à la direction de l'ARS Champagne-Ardenne, à la DIRRECTE, à la DRAC, à la DDT – service urbanisme habitat, au service interministériel régional des affaires civiles et économiques de défense et de la protection civile, au service départemental d'incendie et de secours, à la direction de l'agence de l'eau ainsi qu'à Madame la maire de Reims qui en donnera communication à son conseil municipal.

Notification en sera faite, à Monsieur le directeur de la Société HENKEL, implantée sur le territoire de la commune de Reims.

Madame la Maire de REIMS procédera à l'affichage en mairie de l'arrêté pendant un mois. A l'issue de ce délai, elle dressera un procès-verbal des formalités d'affichage et une copie de l'arrêté sera conservée en mairie aux fins d'information de toute personne intéressée qui, par ailleurs, pourra en obtenir une copie sur demande adressée à la direction départementale des territoires de la Marne.

Châlons-en-Champagne, le

23 AOUT 2011

Pour le préfet,
le Sous-Préfet d'Épernay
secrétaire général de la préfecture par intérim

Gilles GIULIANI